



Marignane, le 18 mars 2025

Monsieur François BAYROU
Premier Ministre
Hôtel Matignon
57 rue de Varenne
75700 PARIS

AR 1a 217 793 4211 5

Référence : Article L 752-23 du Code de Commerce, sans préjudice des amendes pénales
 contrôle des travaux irréguliers - Procès-verbaux de constatation – réquisitoire introductif
 poursuite des grandes surfaces - délit article L 480-4 Code de l'Urbanisme
Objet : dysfonctionnement – contrôle – renvoi devant le tribunal correctionnel – amendes pénales

Monsieur le Premier Ministre

Nous avons l'honneur de vous communiquer le courrier que nous venons d'adresser ce jour à l'Inspection Générale de la Justice.

Nous vous avons, à plusieurs reprises et à plusieurs occasions, dénoncé l'exploitation illicite de millions de mètres carrés de grandes surfaces et des constructions irrégulières de bâtiments sur des zones inconstructibles, sans aucun contrôle.

Certaines négligences dans la présentation des infractions – réquisitoire introductif - concernant les contrôles des délits de travaux irréguliers des grandes surfaces ne permettent pas de recouvrer les amendes pénales de ces délits au Code de l'Urbanisme, aucune saisine des tribunaux correctionnels.

Pour ces raisons, nous sollicitons votre intervention auprès de l'Inspection Générale de la Justice, afin de mettre rapidement un terme à cette négligence dans la perception des amendes pénales prévues par l'article L 480-4 du Code de l'Urbanisme, pour les remettre dans les finances publiques.

Dans l'attente de votre réponse nous indiquant les suites que vous réserverez à notre requête,

Nous vous prions de croire, Monsieur le Premier Ministre, en l'expression de notre considération distinguée.

DONNETTE Martine
 La Présidente

P.J.

Notre courrier du 18/3/2005 à l'Inspection Générale de la Justice